

Financement des hypothèques

s'apprête à lancer une émission d'obligations de 425 millions de dollars à 7¼ p. 100, s'il ne pourrait pas trouver autre chose à meilleur marché? Et le chef du gouvernement de répondre: C'est le taux du marché, les gens ne veulent pas nous prêter; on est obligé de payer plus cher, parce que les sociétés peuvent placer leur argent à meilleur compte. Le gouvernement suit donc le courant, alors qu'il devrait «tailler» dans le courant; il devrait donner l'orientation à l'économie du Canada par l'utilisation des moyens financiers que nous avons à notre disposition, savoir la Banque du Canada. Si le Gouverneur Bouey ne le sait pas, je le lui dis. Il n'est pas là pour nous dire quoi faire, mais pour faire ce que nous, du Parlement, décidons.

Monsieur l'Orateur, tout le monde se plaint. Tantôt j'entendais mon ami du Nouveau parti démocratique de Sault-Sainte-Marie (M. Symes) nous parler des taux d'intérêt exorbitants que l'on devrait abaisser à 6 p. 100, mais quand ils étaient à 6 p. 100, il y a trois ans, les néo-démocrates s'opposaient en disant qu'il fallait les réduire à 3 p. 100; aujourd'hui, ils consentiraient à ce qu'on les réduise à 6 p. 100.

Monsieur l'Orateur, 6 p. 100, ce n'est pas mieux que 10 p. 100. Sait-on, au sujet d'une somme empruntée à 5 p. 100 sur une période de 20 ans, que l'intérêt payé sera égal au capital emprunté? Par exemple, \$1,000, à 5 p. 100 d'intérêt pendant 20 ans, cela donne \$1,000 en intérêt, et l'on doit encore le capital. On voit toutes les provinces, toutes les municipalités souscrire à de tels plans, et le gouvernement présente le bill C-135 en disant: «Embarquez-vous» encore.

Monsieur l'Orateur, le jour où ce système cassera, cela fera mal à quelqu'un. On voit des gens se soulever partout dans le monde, faire des révolutions. Pourquoi? Parce qu'on manque de nourriture? Non. Parce qu'on manque de possibilités de se construire? Non. Parce qu'on manque de pouvoir d'achat pour vivre convenablement! Ainsi, on voit des gens faire se soulever des pauvres, par exemple, en disant: Si vous habitez une cabane, c'est parce qu'il y en a un qui habite un château; alors, soulevons-nous contre celui qui possède un château. On se soulève, on abat celui qui habite un château et, le lendemain matin, on s'aperçoit qu'on reste dans la même cabane, qu'on n'a pas amélioré son sort.

Alors, ceci ne constitue pas une solution. La solution, c'est de se demander si l'on peut bâtir plus de châteaux au Canada. Pouvons-nous améliorer la situation et donner plus d'aide à l'ensemble des Canadiens pour qu'ils puissent posséder leur propriété à eux, et non pas celle de la Household Finance Co. Ltd., de la Société centrale d'hypothèques et de logement, de la Banque Canadienne de Commerce, de la Banque Toronto-Dominion, de la Ross Finance Company Ltd. ou du Guaranty Trust Company of Canada.

Récemment, je voyais, dans le Bas-du-Fleuve, des gens qui ont habité la même ferme pendant huit ou neuf générations. On a amélioré l'habitation, la grange, l'écurie, en hypothéquant. Après huit générations de travail, les gens sont hypothéqués à 100 p. 100. Alors qu'il y a 200 ou 300 ans, l'agriculteur pouvait dire: Je suis propriétaire de ma ferme, aujourd'hui, il dit: Ma ferme appartient à la Société du crédit agricole, elle appartient à une société de finance. On vient au monde «sur la finance», aujourd'hui.

On lit dans les catalogues d'Eaton's et de Simpson's. Achetez selon un plan budgétaire, ouvrez-vous un compte. Le petit s'en vient; alors, on se prépare, on s'hypothèque chez Eaton's ou Simpson's. Vient le temps de le préparer pour aller à l'école, à six ans, on fait venir des vêtements, encore selon le plan budgétaire.

On se marie, on n'a pas d'argent, on va emprunter à la Household Finance Co. Ltd. On s'achète une voiture, on s'endette à la Traders Finance Co. Ltd., à la Niagara Finance Co. Ltd., ou à l'I.A.C. pour trois ans, et l'on est hypothéqué ainsi tout au long de sa vie. Quand on arrive à la fin de sa vie, on commence à voir des entrepreneurs de pompes funèbres qui disent: Mourez maintenant, payez plus tard.

Monsieur l'Orateur, assez souvent, ces problèmes-là nous sont présentés; les gens viennent nous dire: Écoutez, nous sommes incapables de payer. Pourriez-vous nous aider? Ce sont tous ces systèmes d'endettement qui nous font cette vie-là.

On entend des économistes dire que nous vivons au dessus de nos moyens. Oui, eux, ils sont intelligents! Nous vivons au dessus de nos moyens! Quels sont les moyens financiers ou les moyens productifs, au Canada? Quels sont les moyens de construire des maisons? Manquons-nous de bois pour construire des maisons? Manquons-nous de clous? Manquons-nous de main-d'œuvre? Manquons-nous de machines?

Monsieur l'Orateur, nous ne manquons de rien, sauf du crédit pour construire une maison. C'est drôle, mais une fois la maison construite, il n'y a pas une «piastre» clouée dessus! Aucune! Le crédit est le moyen d'échange pour permettre d'avoir une maison. Mais on attache plus d'importance au crédit qu'à la maison.

Le bill C-135 vise à l'octroi de crédit supplémentaire pour endetter davantage ceux qui ont besoin de maisons. Monsieur l'Orateur, ce n'est quand même pas l'espace qui manque. Je regardais aux environs de Montréal, en Abitibi, dans le Témiscamingue, l'espace existe en quantité; le long du parc La Vérendrye, il se trouve des lacs majestueux où l'on pourrait se construire, fonder des villages, etc. L'espace ne manque pas. La population est de six ou sept millions d'âmes au Québec, alors qu'elle pourrait peut-être s'élever à 60 ou 70 millions. Ainsi, ce n'est pas l'espace qui fait défaut, mais le système qui empêche que les gens se logent convenablement.

Un bon logis n'est pas seulement l'apanage de ceux qui peuvent payer \$200 ou \$300 par mois, mais l'ouvrier de la E.B. Eddy, celui de la CIP, celui de la mine Noranda, celui du Canadien National ou du Canadien Pacifique; ces gens-là ont le droit d'avoir leur maison à eux, et non pas une maison qu'on leur demandera de payer quatre fois. On peut le faire par l'entremise de la Société centrale d'hypothèques et de logement, organisme gouvernemental qui n'a pas du tout besoin d'une autre société parallèle pour accepter des hypothèques ou prêter sur hypothèques.

Voilà pourquoi le bill C-135 constitue une création de nouveaux bureaucrates, impose un contrôle encore plus intense sur la vie économique des gens, dans le domaine de l'habitation, et cela, monsieur l'Orateur, nous ne pouvons certainement pas l'accepter. Nous voulons que les prêts de la Société centrale d'hypothèques et de logement soient consentis par la Banque du Canada, et que la Société centrale d'hypothèques et de logement prête à ceux qui ont besoin de se construire les sommes nécessaires, et ce au coût d'administration. Voilà qui constituerait un taux d'intérêt raisonnable.

On aura beau dire: Mais nous avons déjà des entreprises privées et des compagnies de finance. Je répondrai qu'elles pourront toujours financer d'autres entreprises. Est-ce qu'on va toujours maintenir le peuple canadien entre les griffes de ces gens, les sangsues du peuple canadien, ou bien si nous allons réussir à adopter des lois visant à favoriser l'être humain. Nous n'avons que faire de lois